

UN SCANDALE...

Lettre publiée dans La Tribune du 19 février 2004

Lors du dépôt du rapport de la vérificatrice générale Madame Sheila Fraser, toute l'attention médiatique a été portée sur le scandale des commandites. Bien qu'il s'agisse d'une situation inacceptable et indigne d'un gouvernement, il nous semble qu'un autre grand scandale n'a pas fait l'objet d'un méa-culpa, ni d'une enquête de la part du gouvernement libéral de Monsieur Martin.

En effet, la vérificatrice s'est dit exaspérée par l'attitude du gouvernement concernant la gestion de l'assurance-chômage (que nous continuons de nommer ainsi). Le problème qu'elle soulève à répétition depuis 1999 touche les surplus engendrés (44 milliards \$ accumulés en mars 2003). Sans toutefois y verser le moindre sou, le gouvernement continue de piger et de se servir en toute impunité des surplus de la caisse. Ces surplus dépassent largement ceux permis par l'esprit de la Loi de l'assurance-chômage et servent à d'autres fins que celles prévues par la Loi.

Bien que nous soyons d'accord avec les commentaires de la vérificatrice qui trouvent aussi leur écho dans les commentaires de l'actuaire en chef, nous croyons que ces surplus appartiennent aux personnes qui y ont cotisé et doivent servir à des fins d'assistance en cas de perte d'emploi.

Depuis 1935 que la Loi existe, elle a beaucoup changé et nous croyons qu'une réforme en profondeur serait importante pour s'adapter aux nouvelles réalités du marché du travail qui font que de plus en plus de personnes sont exclues de cette importante protection sociale.



Le comité régional des «Sans-Chemise» demande qu'à partir des surplus engendrés qui nous appartiennent, nous ayons droit à un régime universel, accessible à toutes et à tous, protégeant de façon efficace et adéquate les travailleuses et les travailleurs.

Nous revendiquons:

- un critère unique d'admissibilité de l'ordre de 350 heures;
- un minimum de 35 semaines de prestations;
- un taux majoré à au moins 60% du salaire.

Nous serons présent-e-s lors de la prochaine campagne électorale pour forcer les partis à se prononcer sur cet important dossier...

Manon Brunelle (Illusion Emploi)

Alain Ouellette (Conseil des travailleurs et travailleuses de l'Estrie - FTQ)

Bernard Cournoyer (CSD)

Jean Lacharité (Conseil Central - CSN)

Denis Poudrier (Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie)